

**11833**

**MINISTÈRE DE L'ENERGIE ET DES MINES**

**REPUBLIQUE DU MALI  
Un Peuple - Un But - Une Foi**

**(B) DDC.A.24**

**EXPOSE DU MINISTRE DE L'ENERGIE ET DES MINES  
SUR L'HYDRAULIQUE, L'ENERGIE, LES MINES  
ET LES INDUSTRIES**

-----0o0-----

Comme cela a déjà été indiqué dans le Plan Quinquennal, les actions dans les secteurs de l'Hydraulique, de l'Energie, des Mines et des Industries doivent concourrir :

- 1 - à la satisfaction des besoins primaires des populations, avec priorité aux masses rurales (Eau et Energie)
- 2 - à accélérer l'évolution vers l'équilibre vivrier en fournissant au monde rural, autant que faire se peut, des intrants locaux bon marché sans lesquels la priorité donnée au développement rural depuis 22 ans restera inefficace dans ses applications : Intrants Agricoles, Energie Eau, matériaux de génie civil, équipement
- 3 - à rétablir les grands équilibres fondamentaux de la Nation (Budget, Balance des paiements)
  - . par substitution de productions locales aux importations (ciment, sucre, tissus, Energie, Aliments, engrais etc...)
  - . par la promotion de l'exportation de matières premières plus ou moins valorisées ou précieuses.
  - . à terme, par le développement rationnel d'exportations des produits les plus nobles du domaine rural (Viande, poisson, produits agro-alimentaires élaborés) lorsque l'équilibre vivrier sera atteint.

La tendance qui existait dans le passé, à l'époque coloniale et aux premières années de l'Indépendance, a été d'utiliser la nature telle qu'elle est, exception faite de l'Office du Niger.(Bélimé).

Cette politique avait ses avantages (faibles coûts d'investissements) et ses inconvénients (insécurité liée aux fluctuations naturelles, dégradation écologique lente mais sûre).

La grande sécheresse, qui vient encore de sévir cette année, nous a amené à pratiquer une autre politique de développement.

Parallèlement aux objectifs sus-cités, les cinq secteurs concernés sont chargés de contribuer à la Conservation du Potentiel Naturel.

La Mousson n'amène plus assez d'eau. Ceci devient un état de fait permanent. Les Fleuves et rivières ont des débits d'étiage qui tendent vers zéro. Par exemple le grand fleuve Niger a eu des débits d'étiage de moins de  $20 \text{ m}^3$  par seconde. Sur le fleuve Sénégal c'est pire. La perennité de ces grands fleuves est menacée. Ils deviennent de véritables Oueds.

De plus, les crues sont de plus en plus irrégulières et faibles : la submersion des plaines devient de plus en plus incertaine : la production du Riz, de fourrages et de poisson s'est réduite. Le Delta Central s'assèche et se désertifie rapidement. La perennisation de ces fleuves, le renforcement de leur potentiel d'irrigation, de navigation et d'énergie passait donc nécessairement par la création systématique de réservoirs en amont, dans les Hauts Bassins.

Cette politique est en cours de réalisation, et sera poursuivie. Même si les barrages - réservoirs constituent pour certains une anticipation par rapport à ce qu'on appelle notre capacité d'absorption. Pour nous, pays Saharien et Sahélien, il s'agit tout simplement de la survie de notre pays.

- Au Centre, Sélingué est terminé, renforce l'existence du fleuve Niger, permet de passer à terme à deux récoltes par an à l'Office du Niger, de renforcer la navigation et de produire de l'énergie locale.
- A l'Ouest, Manantali est en cours de construction. Il permet de perenniser le fleuve Sénégal, de créer un accès fluvial à la mer, d'irriguer des terres toute l'année et de produire de l'énergie pour valoriser d'autres ressources.
- A l'Est, dans les régions désertiques de Tombouctou-Gao, le site de Tossaye permettrait :
  - de donner un peu d'énergie locale pour les villes et pour la valorisation de ressources locales (16.000 Kw).
  - de régler définitivement le problème de l'équilibre vivrier de ces régions (20.000 ha).
  - de valoriser les ressources animales à une certaine échelle, principalement pour l'exportation chez nos voisins du Nord et du Sud.
  - d'arrêter définitivement l'assèchement et la désertification du Delta Central : Au fur et à mesure que le fleuve creuse inexorablement le défilé de Tossaye, le delta vif diminue, le delta mort s'étend.
  - d'améliorer la navigation
  - de valoriser le potentiel énergétique des sites aval de Labbezenga désertification Sud-Saharienne.

Ces trois barrages constituent l'infrastructure hydraulique de base non seulement pour le Mali, mais aussi pour plusieurs pays voisins : notre politique est absolument cohérente, solidaire des intérêts de l'Afrique de l'Ouest.

La grande sécheresse persistante a exacerbé les besoins du Mali en points d'eau, jusqu'au Sud du pays.

Les efforts en cours sont importants, mais insuffisants :

A la couverture des besoins en Eau, et en eau potable des quelque 12.000 villages sédentaires s'ajoutent les besoins fondamentaux de l'immense steppe semi-aride de la zone d'élevage sahélienne.

Enfin, il est temps que l'on commence la lutte contre la désertification de l'intérieur, en mettant en oeuvre un programme pilote à l'intérieur du désert lui-même, où il existe au Mali des nappes d'eau douce importantes, qui semblent encore alimentées par les eaux du Niger.

C'est dans ce sens qu'un programme vous est proposé, qui semble énorme, mais est proportionné à la dimension du problème. Par ailleurs les projets d'adduction d'eau des petites villes de l'intérieur correspondent eux aussi à des besoins fondamentaux urgents, parfois même à la survie de ces agglomérations, la sécheresse ayant fait tarir beaucoup de puits

Le développement de l'énergie hydroélectrique est lié à l'aménagement général du Niger-Bani et du Fleuve Sénégal. Elle permet de limiter les importations d'hydrocarbures, de disposer d'énergie assez bon marché et assez stable condition sine qua non du développement économique.

Le potentiel théorique du Mali est de plus de 3.000 Mw.

Nous estimons son potentiel immédiatement économique à environ 1.000 Mw.

Après Sélingué (44 Mw), Manantali (144 Mw), Markala (5 Mw) et Tossaye (16 Mw), donc à long terme, plusieurs rapides et plusieurs chutes naturelles en aval de ces réservoirs pourront être équipés économiquement (Rapides de Sotuba-Kénié, Chute de Gouina, Chutes du Félou) parfois sans nécessiter de constructions de barrages (Centrales au fil de l'eau).

Parallèlement, nous voulons faire des efforts majeurs sur les autres formes d'énergie, principalement :

- l'économie de bois de chauffe
- le développement de l'utilisation de l'énergie solaire surtout pour le pompage d'eau et la conservation.
- Nous avons pu faire démarrer la recherche d'Hydrocarbures dans notre immense bassin sédimentaire saharien, et voulons commencer l'évaluation de nos ressources en lignites et en schistes bitumeux.

Enfin, nous voulons faire des tests avec de nouveaux types d'éolienne, pour le pompage de l'eau dans le delta central (appoints, d'irrigation) et dans l'Est, et tester les nouveaux types de gazogènes pour la fourniture d'énergie aux villages à partir de déchets végétaux actuellement brûlés en pure perte (tiges de cotonniers etc...), enfin nous voulons utiliser mieux l'énergie animale. (Transport, pompage).

En résumé, un effort technologique et d'investissement important devra être fait, parallèlement à la création des points d'eau, pour résoudre principalement les problèmes de pompage d'eau.

Le potentiel minier du Mali est important, mais presque inexploité, principalement à cause :

- 1 - de la distance à la mer
- 2 - de l'absence d'infrastructures de transport valable
- 3 - du manque d'énergie locale bon marché.

Seuls le Sel du désert, l'Or alluvionnaire du Sud et un peu de calcaire et de marbre de l'Ouest sont exploités actuellement.

La réalisation des premières sources d'énergie locale et les perspectives de désenclavement par voie d'eau vont diminuer ces handicaps naturels.

Conformément aux orientations de base exposées antérieurement, les projets prioritaires visent :

- 1) - La recherche de substances exportables : Bauxite blanche, (l'Or et le Diamant font déjà l'objet de recherche intensives, ouvertes au secteur privé national et étranger).
- 2) - La recherche et la production d'intrants locaux.

.Les phosphates maliens font déjà l'objet d'actions en cours, dont nous espérons surmonter les difficultés. Cet intrant pourrait beaucoup aider à atteindre l'équilibre vivrier.

.Les matériaux de construction correspondent :

- au projet prioritaire de 2<sup>e</sup> Cimenterie (situation du projet avancée)
- au projet S.9. de R - D de minéraux non métalliques.

.Les minerais de Fer et les perspectives de production d'acier local en petites quantités correspondent au projet de mini-sidérurgie électrique.

3) - Enfin, la recherche géologique générale devrait faire l'objet d'une relance, parce que nous travaillons depuis 20 ans presqu'uniquement sur les résultats acquis à l'époque coloniale. Ceci est l'objet du projet S.7:

La valorisation et la rentabilisation des industries existantes privées ou étatiques constituent un des objectifs majeurs.

Ce n'est pas par hasard que nous avons donné la priorité au Ciment, à l'Acier, aux Engrais azotés et au Sucre. Les trois premiers projets, quoique à haute intensité de capital, correspondent aux besoins fondamentaux du pays, en ce sens qu' donneraient aux populations Maliennes les intrants locaux bon marché sans lesquels aucune politique agricole ne peut réussir à atteindre l'équilibre vivrier. Les produits correspondants, actuellement importés, coûtent trop cher pour que leur utilisation soit rentable et généralisable. On ne peut pas développer l'agriculture avec la tonne de charrues à 3 millions de francs, la tonne d'engrais azoté à 160.000 francs, la tonne de ciment à plus de 100.000 francs, dans un pays où le PNB par tête est de 50.000 francs par an, où le taux de croissance démographique est de 2,6 % par an, et où les sols riches sont rares.

Quant au Sucre, le Mali a été le premier pays d'Afrique de l'Ouest à ouvrir le chemin, avec l'aide de la Chine. Le Mali veut simplement produire assez de sucre pour sa propre consommation, qui augmente proportionnellement à la démographie.

Pour nous, le critère absolu de l'amitié est la franchise. Nous remercions tous nos amis. Cependant notre capacité d'absorption ne doit pas être analysée comme si le Mali était une planète isolée dans l'espace.

Il faut compter aussi avec la capacité de nos amis, que nous appelons ici solennellement à se joindre à nous dans la réalisation et dans l'exploitation de nos ressources. Il est décidé depuis longtemps que la Sucrerie, la Cimenterie seront des Sociétés mixtes, exploitées par association d'industriels privés étrangers et nationaux avec le Gouvernement du Mali.

Nous avons fait nous même notre propre expérience depuis 20 ans. Nous ne sommes pas comme ceux qui n'ont fait que l'expérience des autres.

Ceux qui nous aident actuellement, à un moment très difficile de notre histoire, sont ceux avec lesquels nous voulons bâtir l'avenir de notre pays, de l'Afrique et du Monde, dans un esprit de solidarité et de fraternité. Ce n'est pas la "Capacité d'absorption du Mali" qui est en cause, c'est de la capacité de l'Humanité toute entière à résoudre les problèmes du Monde qu'il faut parler.

Sur les chantiers de Sélingué, de Manantali, de Sévaré-Gao, de Siribala, de Kalana, des Allemands, des belges, des Chinois, des Français, des Suisses, des Russes, ont apporté leur capacité à la République du Mali. Interrogez les sur la capacité d'apprendre et sur la volonté de travailler des Maliens. Interrogez aussi les industriels Français sur les facultés d'adaptation des ouvriers Maliens émigrés en France, sur leur sérieux au travail. Leurs réponses vous donneront une idée de la volonté de ce peuple, de sa capacité d'absorber rapidement ce qui est nouveau.

A l'époque coloniale, l'Administration et l'Armée constituaient le principal débouché des Africains plus ou moins instruits.

Ce mal s'est amplifié au lendemain des indépendances, d'abord à cause de la volonté louable des populations à instruire leurs enfants : les paysans ont construit plusieurs centaines d'écoles par an, en demandant les instituteurs à l'Etat.

Dans le même temps, le développement économique n'a pas pu être suffisamment accéléré.

Nous sommes décidés à résoudre ce problème.

Comment ? En créant le maximum d'emplois en dehors de l'Administration, particulièrement dans l'Agriculture moderne, l'Elevage moderne et les Industries de toutes tailles. Les outils d'une telle politique sont les projets prioritaires que nous vous demandons de nous aider à réaliser, Outils sans lesquels il n'y a pas de solution : maîtrise de l'eau et irrigation, Energie locale et Industrialisation tournées vers les besoins du pays, Agro-industries etc...

Notre prise de conscience vient de notre propre expérience. Nous avons décidé librement de nos orientations et nous écouterons librement les conseils de nos amis. Et, tenant compte de ces conseils, nous voulons développer pragmatiquement notre propre modèle de société, à partir de notre patrimoine culturel, socio-économique qui est encore intact. Et ce pari difficile est à la hauteur des vertus de notre Peuple, et du courage de ses enfants.

Au fond de sa misère matérielle, le Malien s'accroche fermement à sa richesse spirituelle et morale : Il n'y a pratiquement aucun suicide au Mali.

Et s'il y a des peuples capables de ne pas imiter servilement l'existant, de penser et de vouloir leur propre devenir, nous en sommes, et nous sommes parfaitement conscient des difficultés de tous ordres que nous rencontrons et que nous rencontrerons pour bâtir un avenir conforme aux aspirations profondes de nos populations.